

Multihabitation 6

Situation au 3^e trimestre 2014 - Validité 4^e trimestre 2014

SCPI spécialisée "Scellier BBC" à capital fixe

Créée en mars 2011, Multihabitation 6, associée au dispositif Scellier BBC, permettra à ses associés de bénéficier de mesures fiscales, sous réserve de condition.

Commentaire de gestion

Au cours de ce trimestre, la SCPI a pris livraison des propriétés situées à Nice (17/07/2014), Houilles (22/07/2014), Gex (28/07/2014) et Le Perreux-sur-Marne (30/04/2014).

Les loyers facturés sur ce trimestre s'élèvent à 119 320 euros.

Au 30/09/2014, sur les 301 lots détenus par la SCPI, 146 sont livrés dont 102 loués et 12 réservés. Les livraisons s'échelonneront jusqu'au premier trimestre 2016. La dernière concernera l'immeuble de Chaville (92) dont la livraison a été reportée en raison d'un retard de chantier lié à un renforcement des fondations.

Gestion locative

	Nb de lots	Surface (m ²)	Situation			Taux d'occupation financier	Loyers encaissés (€)
			Livrés	loués	à louer		
2T 2014	301	17 190	54	22	32	41,1%	41 850
3T 2014	301	17 190	146	102	44	53,1%	105 741

Chiffres clés

	31/12/2013	30/09/2014
Capital social (€)	76 122 500	76 122 500
Capitalisation (€)	91 347 000	91 347 000
Nombre de parts	60 898	60 898
Nombre d'associés	1 634	1 634
Valeurs de référence	01/01/2013	01/01/2014
Valeur de réalisation (€)	1 351,44	1 357,23
Valeur ISF préconisée (€)	1 351,44	1 357,23

Revenus

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures

Exercice 2013	10,08 €
dont distribution de réserves	-
Taux de distribution sur prix d'acquisition d'origine	0,67%
1 ^{er} semestre (versé le 31/07/2014)	5,04 €
- dont produits financiers	5,04 €
- après prélèvements sociaux	4,26 €
- après prélèvements fiscaux et sociaux	3,05 €

Caractéristiques

MULTIHABITATION 6

Forme juridique	SCPI à Capital Fixe fermé
Date de création	24/03/2011
Durée de placement recommandée	Terme statutaire (2025)
N° Siren	531 259 125
Visa AMF	SCPI n° 11-07 du 20/04/2011
Société de Gestion	La Française REM
Agrément AMF n°	GP-07000038 du 26/06/2007

Délais de jouissance des parts

- **Acquisition** : les parts acquises au cours d'un mois donné portent jouissance à partir du 1^{er} jour du mois suivant.
- **Cession** : la date de fin de jouissance des parts cédées est fixée à la fin du mois au cours duquel est effectuée la transaction.

Données principales

Superficie acquise totale	17 190 m ²
Surface acquise livrée	8 540 m ²
Taux d'investissement	100,00%

Marché des parts

Aucune part n'a été demandée ou offerte à la vente et sans échange, il n'y a pas eu de prix de confrontation.

C'est donc la valeur de réalisation, publiée en avril dernier, qui peut être retenue pour la valorisation du portefeuille individuel.

	Acquéreur (prix payé)	Vendeur (prix d'exécution)	Nb de parts échangées
4T 2013	-	-	-
1T 2014	-	-	-
2T 2014	-	-	-
3T 2014	-	-	-
Au 30/09/2014, les 5 prix :			
le plus bas offerts à la vente			
	1 300,00 €		15
	1 351,44 €		21
les plus hauts à l'achat			
	-		-

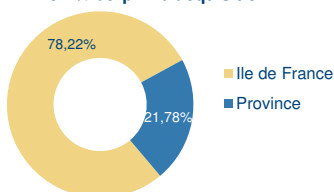
La prochaine confrontation trimestrielle est fixée au 31/12/2014.

Information Conseil de surveillance

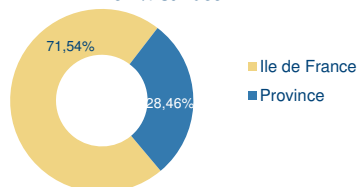
Lors de leur réunion du 24 septembre dernier, les membres du conseil de Multihabitation 6 ont désigné respectivement comme Président et Secrétaire C. Pary et G. Pupier. Il a été indiqué que près de 40% du patrimoine acquis est d'ores et déjà livré et loué à hauteur de 90 lots sur 129. Un retard de livraison a été annoncé sur l'opération située à Chaville (92). Ce délai supplémentaire de 6 mois sera compensé par une indemnité conventionnelle. Les comptes au 30 juin et l'actualisation de ceux prévisionnels pour 2014 confirment le montant prévisionnel de la distribution 10,08 euros par part pour l'exercice.

Répartition du patrimoine

en % du prix d'acquisition



en % surface



Avant toute souscription, le souscripteur doit prendre connaissance des statuts, du dernier rapport annuel et de la note d'information disponibles sur internet :

www.lafrancaise-group.com ou sur simple demande : La Française AM Finance Services - Service relations clientèle (01 53 62 40 60) - Sources : données internes - La Française Real Estate Managers est une SAS au capital de 1 220 384 € - 399 922 699 R.C.S. PARIS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Acomptes : Nouvelles dispositions fiscales

Le versement intervient trimestriellement, semestriellement, ou annuellement selon la nature de la SCPI. Son montant inclut, outre les revenus fonciers, une faible quote-part de produits financiers provenant du placement bancaire de la trésorerie disponible de votre SCPI ; ces produits financiers sont soumis aux prélèvements sociaux de 15,5 % directement retenus "à la source".

Par ailleurs étant soumis à l'impôt sur le revenu (IRPP), **une retenue de 24 %** est effectuée à titre d'acompte sur le paiement de l'impôt dû sur les revenus financiers l'année en cours et payable l'année suivante ; toutefois les contribuables dont le **revenu imposable est inférieur à 25 000 euros** pour un célibataire et **50 000 euros** pour un couple peut être exonéré de ce paiement anticipé en avisant la Société de Gestion avant le 30 novembre de l'année antérieure (avant le **30 novembre 2014** pour l'exercice 2015).

Délai de jouissance

L'acquéreur de nouvelles parts bénéficie des revenus afférents à celles-ci à compter d'une date postérieure à celle de son acquisition. Le délai correspondant peut varier selon les SCPI et leurs modes d'acquisition entre 1 et 3 mois.

Fiscalité des plus-value immobilières

Le paiement de l'impôt éventuellement dû lors de la cession d'un immeuble détenu par une SCPI est assuré dès la signature des actes, et ce pour le compte de chacun des associés soumis à l'impôt sur le revenu à proportion de son nombre de parts.

Aussi, convient-il de communiquer à la société de gestion toute modification du régime fiscal auquel est assujéti le titulaire de parts (particulier résident, non résident, personne morale IS, BIC etc.).

Le régime fiscal applicable a/c du 1^{er} septembre 2013 pour les immeubles cédés par la SCPI et pour les parts cédées par les associés est le suivant :

Taux

34,5 % (19 % + 15,5 % prélèvements sociaux)

Taux d'abattement par année de détention		
Durée de détention	Impôt sur le revenu	Prélèvements sociaux
Jusqu'à 5 ans	0 %	0 %
de la 6 ^e à la 21 ^e année	6 %	1,65 %
de la 22 ^e à la 29 ^e année	4 %	1,60 %
de la 30 ^e à la 39 ^e année	-	9 %

Taux d'occupation

Le taux d'occupation indique le taux de remplissage de la SCPI. Il peut être calculé :

Soit en fonction des loyers : le taux d'occupation financier (TOF) est l'expression de la performance locative de la SCPI. Il se détermine par la division :

- du montant total des loyers et indemnités d'occupation facturés ainsi que des indemnités compensatrices de loyers
- par le montant total des loyers facturables dans l'hypothèse où l'intégralité du patrimoine de la SCPI serait loué.

Soit en fonction des surfaces : le taux d'occupation physique (TOP) se détermine par la division :

- de la surface cumulée des locaux occupés
- par la surface cumulée des locaux détenus par la SCPI.

Taux de distribution sur valeur de marché

Le taux de distribution de valeur de marché corres-

pond au dividende annuel brut avant prélèvement libératoire versé au titre de l'année n (y compris les acomptes exceptionnels et quote-part de plus-values distribuées), rapporté au prix de part acquéreur moyen de l'année n.

Capitalisation

Son montant est obtenu en multipliant le nombre de parts sociales par le prix acquéreur (ou prix de souscription) de chacune d'elles à une date donnée.

Marché des parts

Il est rappelé que la réglementation relative au fonctionnement du marché des parts de SCPI distingue deux catégories de sociétés :

SCPI à capital variable

Pour les SCPI à capital variable (régime de la plupart des SCPI gérées par le Groupe La Française), les prix pratiqués demeurent le prix de souscription payé par l'acquéreur et publié par la société de gestion. La valeur de retrait correspondante (égale au prix de souscription net de la commission de souscription HT) est en principe perçue par l'associé qui se retire en contrepartie d'une souscription nouvelle. Le mécanisme est communément appelé "retrait/souscription".

L'enregistrement des "bulletins de souscription" est soumis au renseignement exhaustif du dossier de souscription comprenant : l'original du récépissé, le test d'adéquation produit, le bulletin de souscription, un IBAN, une copie de la CNI ou du passeport et le règlement du montant de la souscription par chèque libellé à l'ordre de la SCPI.

La prise en compte des "demandes de retrait" inclut impérativement les éléments suivants : l'identité du vendeur, le produit concerné, le nombre de parts ainsi que la valeur de retrait correspondante, indiquée dans la rubrique "marché des parts" en pages intérieures pour chacune des SCPI, la signature du ou des cotitulaires de parts.

La demande sera enregistrée à la date de réception du dernier document permettant de valider la demande de retrait. Les demandes inscrites sur le registre seront traitées par ordre chronologique.

SCPI à capital fixe

Pour les SCPI à capital fixe, le prix de vente et/ou d'achat, est établi au terme de chaque période de confrontation des ordres de vente et d'achat, recueillis sur le carnet d'ordres par la société de gestion.

Toutes ces informations figurent sur le site www.lafrancaise-group.com.

Cession directe entre associés

Tout associé a la possibilité de céder directement ses parts à un tiers. Cette cession, sans l'intervention de la société de gestion, s'effectue sur la base d'un prix librement débattu entre les parties. Dans ce cas, il convient de prévoir le montant des droits d'enregistrement (5 %) et le forfait statutaire dû à la société de gestion pour frais de dossier (par bénéficiaire ou cessionnaire).

Conditions d'agrément :

Si le cessionnaire est déjà associé, la cession est libre. Si le cessionnaire n'est pas associé, l'agrément de la société de gestion est nécessaire. Il n'entre pas, sauf circonstances exceptionnelles, dans les intentions de la société de gestion de faire jouer la clause d'agrément.

Nantissement des parts de SCPI

Les associés ayant financé l'acquisition de leurs parts à crédit ont généralement consenti leur nantissement, à titre de garantie, au bénéfice de l'établissement bancaire prêteur.

Au terme de la durée de l'emprunt, et/ou après son remboursement, l'associé doit solliciter sa banque afin que celle-ci lui délivre la "mainlevée du nantissement". Ce document est à communiquer à la société de gestion afin de procéder aux modifications administratives correspondantes.

Communication Associés

Rappel

La loi "Informatique et Liberté" du 6 janvier 1978 précise le caractère confidentiel des informations et données concernant chaque associé. Ceux-ci disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui les concernent.

Les informations nominatives recueillies ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication extérieure que pour la nécessité de la gestion ou pour satisfaire les obligations légales et réglementaires.

Risques SCPI

Les parts de SCPI sont des supports de placement à long terme et doivent être acquises dans une optique de diversification de votre patrimoine. Comme tout investissement, l'immobilier présente des risques : absence de rendement ou perte de valeur, qui peuvent toutefois être atténués par la diversification immobilière et locative du portefeuille de la SCPI.

La SCPI n'étant pas un produit coté, elle présente une liquidité moindre comparée aux actifs financiers. Les conditions de cession (délais, prix) peuvent ainsi varier en fonction de l'évolution du marché de l'immobilier et du marché des parts de SCPI. La SCPI comporte un risque de perte en capital.

L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que la SCPI peut recourir à l'endettement dans les conditions précisées dans sa note d'information, que l'obtention d'un financement pour la souscription à crédit de parts de SCPI n'est pas garantie et dépend de la situation patrimoniale, personnelle et fiscale de chaque client. Le souscripteur ne doit pas se baser sur les seuls revenus issus de la détention de parts de SCPI pour honorer les échéances du prêt compte tenu de leur caractère aléatoire. En cas de défaut de remboursement, l'associé peut être contraint à vendre ses parts de SCPI et supporter un risque de perte en capital. L'associé supporte également un risque de remboursement de la différence entre le produit de la cession des parts de la SCPI et le capital de l'emprunt restant dû dans le cas d'une cession des parts à un prix décoté.

Pour les SCPI investissant en Europe, le rendement pourrait être impacté (i) par la fiscalité appliquée dans les pays dans lesquels elles détiendront des parts et/ou l'existence ou non de conventions fiscales que la France aurait pu conclure, et (ii) par d'éventuels coûts de change en cas d'investissement hors de la zone euro.

Gestion des conflits d'intérêts

Afin de satisfaire aux obligations réglementaires et de répondre au mieux aux intérêts des associés, le Groupe La Française a recensé les situations de conflits d'intérêts susceptibles d'être rencontrées par elle ou par les entités et les collaborateurs du Groupe. Dans le cadre de la gestion des situations de conflits d'intérêts potentiels, le Groupe La Française se base sur les principes suivants : déontologie, séparation des fonctions, mise en place de procédures internes, mise en place d'un dispositif de contrôle.